

Bonner Glucksman  
Elena Bonner Le Roman  
André Glucksmann Le Roman  
Glucksmann Le Roman du Juif u  
Le Roman du Juif universel  
Bonner Glucksmann Le Roman  
Glucksmann Le Roman du Juif ur



éditions du  
**ROCHER**

VLADIMIR FÉDOROVSKI

présente *Le roman des grands destins*

Bonner Glucksman  
Elena Bonner Le Roman  
André Glucksman Le Roman  
r Glucksman Le Roman du Juif u  
le Roman du Juif universel  
Bonner Glucksman Le Roman  
Glucksman Le Roman du Juif un



éditions du  
**ROCHER**

VLADIMIR FÉDOROVSKI

présente *Le roman des grands destins*

**LE ROMAN DU JUIF UNIVERSEL**

## DES MÊMES AUTEURS

### **Elena Bonner**

*De mères en filles : Un siècle russe*, Gallimard, 2002.

*Un exil partagé*, Le Seuil, 1986.

### **André Glucksmann** (sélection d'ouvrages)

*Les deux chemins de la philosophie*, Plon, 2009.

*Une rage d'enfant*, Plon, 2006.

*Le discours de la haine*, Plon, 2004.

*Dostoïevski à Manhattan*, Robert Laffont, 2002.

*La fêlure du monde*, Flammarion, 1993.

*Le XI<sup>e</sup> commandement*, Flammarion, 1992.

*Silence, on tue* (avec Thierry Wolton), Grasset, 1986.

*Cynisme et passion*, Grasset, 1981.

*Les maîtres penseurs*, Grasset, 1977.

*La cuisinière et le mangeur d'hommes. Essai sur l'État, le Marxisme, les camps de concentration*, Le Seuil, 1975.

*Le discours de la guerre* (L'Herne, 1967), Grasset, 1979.

### **Galia Ackerman**

*Droits humains en Russie* (collectif, Amnesty International), Autrement, 2010.

*Tchernobyl, retour sur un désastre*, Folio Gallimard, 2007.

*Dictionnaire du communisme* (collectif, sous la direction de Stéphane Courtois), Larousse, 2007.

*Les Silences de Tchernobyl* (avec Guillaume Grandazzi et Frédéric Lemarchand), Autrement, 2006.

*Dissidences* (collectif sous la direction de Chantal Delsol),

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

# DEUX HISTOIRES JUIVES

*Par André Glucksmann*

Deux chemins de vie, *a priori* incomparables. À l'Est de l'Europe, sous le règne du KGB, dans un pays fermé, se choisir dissident requiert une énergie, un courage et une lucidité de tous les instants, dont a fait preuve Elena Bonner. À l'Ouest, dans un espace ouvert, pour faire écho aux combats des Sakharov et Soljenitsyne, il ne m'a fallu que du bon sens et la ténacité d'opérer des ruptures avec l'idéologie dominante des universitaires et intellectuels d'alors : le Marxisme. Ce fut, en vérité, plus douloureux pour eux que pour moi qui critiquait leur escamotage diversement théorisé du Goulag.

Le mur de Berlin est tombé depuis un moment, Elena et ma modeste personne cheminons sur un continent en voie de réunification, nous tentons de déchiffrer une communauté de destin. Il y a longtemps que nos itinéraires se sont croisés. Nous comptons parmi les Juifs européens survivants qui ont choisi de rester en Europe et d'y mener une existence publique et militante. Elle grandit au pays du communisme et ne put en sortir que le jour de sa chute ; je suis né à Paris, mes parents chassés de Hambourg par le nazisme triomphant. Nonobstant nos différences d'âge, nous intervenons l'un et l'autre après 1945. Ce qui veut dire *de facto* après le génocide des Juifs et la mort de nos proches ; et *de jure* après la chute du communisme dans nos cerveaux. Rappelons que l'opinion publique entre 1945 et 1960 fut encore dominée par des têtes éduquées et formées « avant-guerre », ainsi Sartre, Ehrenbourg... La génération intellectuelle suivante découvrit dès le berceau Staline, Hitler dans leur cruauté crue. Elle tenta petit à petit de tirer quelques

conséquences pratiques du formidable ébranlement qui secoue Moscou, Berlin, Paris et tout le XX<sup>e</sup> siècle.

Formées à partir d'expériences existentielles étrangères l'une à l'autre, nos équations personnelles à l'occasion divergeaient, voire s'opposaient : on ne s'accordait pas facilement sur le Moyen-Orient, l'américanisme, le destin juif et l'esprit communautaire. Mais l'intérêt d'un dialogue tient également aux désaccords qu'il exhibe ou qu'il surmonte.

\*

Le Juif européen a longtemps cultivé la vocation de l'universel. Intellectuel, il se voulait souvent « fonctionnaire de l'humanité » (Husserl). De là des dérives et des engagements divers – révolutionnaires, avant-gardistes, libéraux –, qui le propulsaient porte-parole radical du « changement » ou des « lumières » dans des sociétés encore traditionnelles, fermées ou hostiles. Après 1945, tout est à revoir : le progrès de la civilisation n'est rien moins qu'évident, l'optimisme humaniste ne va pas de soi. Le Juif universel est-il encore possible ? Peut-être, mais pas comme avant. Il fallut, fût-ce à notre insu, le réinventer. Comment ?

Paradoxalement, les désillusions irréversibles touchant l'histoire et la providence n'ont pas démobilisé les bonnes volontés. Les mouvements de dissidence à l'Est et l'élan humanitaire à l'Ouest ont pris le relais des enthousiasmes utopiques de jadis. Et de nouveau, on repère parmi leurs animateurs une proportion de consciences juives (Kouchner, Michnik, Edelman...) qui dépasse de loin les probabilités statistiques de la démographie. L'esprit européen semble vivre une mutation radicale : de l'universalisme conquérant des

grandes idéologies du bonheur définitif à l'universalité en quelque sorte « négative » de la mobilisation contre les dérives et les catastrophes prévisibles. On passe de la question de la vie (la plus belle, la meilleure) à la question de la survie, dans un environnement de plus en plus menaçant...

Il existe de multiples façons de s'assumer juif. L'une d'elle, celle d'un humanisme d'après le déluge, consiste à penser l'humanité de l'homme dans l'horizon indépassable du génocide. En somme : ce qui nous est arrivé peut arriver à d'autres. Les Juifs européens ont subi le pire du pire. Rien ne serait plus obscène que de banaliser ce destin unique : il n'y a pas eu de génocide au Chili ou en Bosnie (ce qui n'empêche pas de tenir Pinochet et Milosevic pour coupables d'autres crimes). Rien ne serait plus futile en revanche que d'imaginer que l'horreur ne peut avoir lieu qu'une fois et qu'elle concerne exclusivement le peuple du Livre. On compte quatre génocides *stricto sensu* au XX<sup>e</sup> siècle : arméniens, Juifs, Cambodgiens, Tutsis du Rwanda. De quoi, avec Elena, réitérer la question de Hamlet et l'enfoncer dans la tête de chaque terrien : être ou ne pas être ? Si le terrorisme – voyez Manhattan – est à la portée de tous, la survie de l'espèce humaine devient l'affaire de chacun.

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, le grand écrivain HerMann Broch baptisait « crime d'indifférence » le péché majeur de la société civile confrontée à la montée des fascismes (entre 1920 et 1940). Face aux tragédies d'aujourd'hui, c'est une indifférence de la même farine qui menace d'endormir, de désarmer et de démoraliser. Leitmotiv de deux vies : la lutte contre l'indifférence mondaine et souvent mondiale.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

jamais eu peur de jeter aux orties les conclusions de ses prédécesseurs si cela lui permettait de se rapprocher de la vérité.

**A.G.** Certes, s'il n'avait pas construit la bombe H, un autre l'eût fait. Il ne s'agit pas d'une question de péché. Ce qu'il a découvert, ou redécouvert, c'est la responsabilité du savant. Cette idée est aussi vieille que l'invention de la technique ou l'invention du feu. L'homme peut utiliser le feu de deux façons : soit pour se chauffer et cuire la viande, soit pour brûler la maison du voisin. Dans toute technique, que cela soit le feu, le silex ou la bombe H, il y a deux possibilités d'usage. C'est ainsi que se pose la question de la responsabilité.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, on pensait que la technique et la science étaient bonnes par définition et que le développement de la science et de la technique menait nécessairement au paradis. C'est notamment ce que croyait la partie éclairée des socialistes ; cela s'appelait la « révolution scientifique et technique ». Ils croyaient que cette révolution allait résoudre tous les problèmes.

L'originalité de Sakharov fut de rompre avec cet optimisme scientifique, et de se dire : « Je suis responsable. » Ce n'est pas la prise de conscience d'un péché, mais celle d'une obligation raisonnable. Quand il propose d'équiper les sous-marins d'armes nucléaires, il demeure dans l'optique de la science « bonne » et conserve l'arrogance du savant. Mais quand il opère son virage, il ne change pas de caractère, il garde ses qualités scientifiques, mais prend conscience de sa responsabilité de savant face aux conséquences de ses découvertes.

**E.B.** Il avait compris très tôt que le gouvernement soviétique était composé de personnages très dangereux. En 1955 ou 1956,

lors d'un banquet important, Sakharov leva son verre en souhaitant que nos bombes nucléaires n'exploient que sur les polygones et jamais dans des endroits habités. Le maréchal Nédeline lui répondit par une blague un peu salée : « Un vieux et sa vieille s'apprêtent à se coucher. Le vieux prie : “Dieu, renforce et guide-moi.” Et la vieille de répondre : “Qu'il te renforce, quant à guider, ma main suffira.” » Le maréchal voulait dire, en gros, qu'il appartenait aux physiciens d'améliorer la capacité nucléaire de l'URSS, et aux militaires de décider où ces bombes devaient exploser. Sakharov a avalé cette blague, mais elle est restée gravée dans sa mémoire toute sa vie. De plus, à ce moment-là, il avait déjà beaucoup appris auprès d'Igor Evguéniévitch Tamm<sup>18</sup>, et compris énormément de choses, si ce n'est tout. Il serait donc très exagéré de dire qu'il a connu une véritable cassure à un moment donné dans sa vie. Il serait plus juste de parler d'une évolution progressive.

Ses biographes ne soulignent jamais le fait que la vie de famille d'Andreï était très compliquée. Son travail de scientifique constituait son seul bol d'air. Heureusement, en 1962, sa première épouse, Klava, est partie du « village secret » à Moscou, en emmenant les enfants<sup>19</sup>. Même s'il venait souvent dans la capitale, pour leur rendre visite et pour ses autres affaires, il a quand même passé ses six dernières années au « village » tout seul. Cette période a sans doute joué un rôle important dans son évolution personnelle. C'est alors qu'il a rédigé ses travaux purement théoriques en cosmologie. En un mot, c'est à ce moment-là qu'il a pu s'occuper de science pure. Il a dit lui-même qu'aussi bien pour ses travaux scientifiques que pour sa compréhension de l'époque dans laquelle il vivait, ces années ont été très fécondes. L'année 1968 a été pour beaucoup

de personnes une année porteuse de grands espoirs et de grandes déceptions. C'est précisément cette année-là qu'Andreï a commencé à rédiger son *Manifeste*.

**A.G.** Y évoque-t-il déjà l'idéologie des droits de l'homme ?

**E.B.** Pas directement en tout cas. En 1977, je me suis rendue en Italie pour une conférence. J'ai alors été interviewée par une journaliste américaine venue à Florence exprès pour cet entretien. C'est ce jour-là que j'ai utilisé pour la première fois l'expression « idéologie des droits de l'homme » pour définir notre vision du monde. Sakharov se trouvait à Moscou, et il a entendu cette interview à la radio « La voix de l'Amérique ». Dès le lendemain, il s'est mis à son tour à employer cette expression. Il ne mentionne que dans son journal le fait que j'ai utilisé cette expression la première ; du coup, on estime généralement qu'il a été l'inventeur de ce concept. Ce qui lui a d'ailleurs valu d'être attaqué par Soljenitsyne qui, avec toute la fougue qui le caractérise, s'était écrié : « Mais qu'est-ce que c'est que cette idéologie, qu'est-ce que c'est que cette invention ? ! »

**A.G.** Le mot « idéologie » est-il péjoratif en Russie ou pas ? Il me semble en tout cas que, pour Soljenitsyne, ce terme pouvait avoir une connotation négative.

**E.B.** Lors de cette conférence, j'avais dit que l'idéologie des droits de l'homme était la seule idéologie qui ne divisait pas l'humanité. Au contraire même, elle permettait de réunir l'humanité entière. Car elle peut être partagée par des gens de toutes nationalités, peu important leur foi, la couleur de leur peau ou l'endroit où ils habitent. J'ai employé le terme « idéologie » à dessein, pour opposer l'idéologie des droits de

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

recalé, pour sa rédaction en russe. Par le plus grand des hasards, nous avons fini par découvrir le fin mot de l'histoire, car nous avons un ami commun avec l'examinatrice : cette dernière avait mis une mauvaise note à Alexeï sous la pression du président de la commission des examens. Naturellement, elle ignorait que l'élève en question était le beau-fils de Sakharov. Quand elle a appris plus tard de qui il s'agissait, elle a assuré que si elle avait été au courant, elle ne l'aurait jamais recalé, malgré toutes les difficultés qu'elle aurait alors rencontrées. Cette attitude, noble à première vue, est en réalité moralement très discutable : si le professeur éprouve du respect pour la famille de l'élève à « sacquer », alors il tente de l'épargner ; mais s'il s'agit d'un orphelin, alors... tant pis pour lui.

**A.G.** Je dois vous avouer que, moi, j'ai fait partie des jeunesses communistes françaises.

**E.B.** André, je parle tout le temps de moi. Parlez-moi de vous !

\*

**A.G.** J'ai vécu dans un monde relativement plus paisible que le vôtre. Je suis issu d'une famille juive ; ma mère a quitté Vienne pour la Palestine, très jeune, dans les années 1920. Elle était militante de gauche. Au kibboutz, elle a trouvé que l'idéal n'était pas conforme à la réalité, et que la réalité n'était pas conforme à l'idéal. Elle a laissé le kibboutz et s'est mise à travailler comme cuisinière dans une cantine. Un jour, elle a rencontré un homme très grand, qui lui a plu d'emblée. Il portait dans sa poche une revue de couleur rouge, une revue de gauche autrichienne qui s'intitulait *Le Flambeau*. Ce fut le prétexte d'une entrée en matière, ma mère rencontrait mon père. Et Martha épousa Ruben.

Martha n'était pas du tout une intellectuelle. Elle était née à Prague, où ses parents avaient été présentés par des marieuses, il était temps car ils avaient trente-cinq ans tous les deux ; derniers célibataires de leurs familles respectives, ils étaient les plus pauvres et les plus petits en taille. Martha, leur fille, n'avait rien contre les marieuses et les mariages arrangés, car ses parents avaient certes vécu dans la misère, mais ils s'étaient adorés leur vie durant, tels « deux pigeons », disait-elle. Martha travaillait à quatorze ans comme « demoiselle de pâtisserie » à Vienne ; elle avait spontanément un certain goût pour la culture, économisant ses sous pour se payer le poulailleur à l'opéra. Né à Tchernovtsy (Czernowitz), mon père adolescent débarqua à Vienne. Soldat de l'Empire austro-hongrois, il vécut les tranchées de la Première Guerre mondiale, puis parcourut l'Europe et le Moyen-Orient. Je ne l'ai pas connu ; tout ce que j'héritai de lui, c'est une mandoline et un recueil des contes de Voltaire.

Martha et Ruben s'étaient donc mariés à Jérusalem et furent parmi les membres fondateurs du Parti communiste palestinien. Après 1930, flanqués de leurs deux fillettes – mes sœurs nées en Palestine –, ils partirent pour l'Allemagne – entre Berlin et Hambourg – afin de s'opposer au nazisme en pleine ascension, au sein d'un réseau de résistance. Mon père devint un agent du GRU, les renseignements militaires soviétiques. Un espion camouflé en marchand de fourrures. La Gestapo aux trousses, Martha et Ruben s'enfuirent au dernier moment, en 1937. Je naquis à Paris. Mon père mourut en 1940, noyé dans la manche lors d'un échange de torpilles. Ma mère se retrouva seule dans Paris bientôt occupé par les nazis, lestée de ses trois enfants et de sa propre mère. Elle parlait mal le Français, très bien l'allemand, l'hébreu, le russe et le tchèque, ce qui ne lui servait qu'à être repérée.

Des décennies plus tard, j'appris que, début 1941, Moscou lui avait proposé protection en Union soviétique. Proposition alléchante, qu'elle refusa aussi sec. Miracle de lucidité, de courage et de bon sens ! Elle n'ignorait pas que tous les supérieurs de son époux défunt avaient été liquidés, avec Toukhatchevski<sup>31</sup>. Quand j'appris son refus, je fus estomaqué par une telle force de caractère, car elle n'ignorait pas davantage le sort que les nazis réservaient à une réfugiée juive et communiste, ainsi qu'à sa petite famille. Après un calcul très intelligent des risques encourus, elle choisit de ne pas fuir à Moscou, partant de l'idée géniale que la seule chose qui comptait, c'était la capacité de résister. En URSS, où elle ne connaissait personne, elle était démunie entre les mains du pouvoir. En France, elle fréquentait un fragile réseau de résistants autrichiens et Allemands. Ainsi, nous sommes restés.

Pour un enfant, c'est une expérience extrêmement enrichissante. J'avais deux identités, deux noms (Rivière et Glucksmann), deux langues de surcroît ; l'illégalité était mon ordinaire, on me confiait les clés de la maison, où l'on cachait des armes, mais aussi des réfugiés qui ne parlaient pas un mot de Français. Avant de partir à l'école, j'étais chargé de fermer la porte. À cinq ans, j'avais donc des responsabilités et des obligations importantes. Finalement, j'ai été caché dans une pension catholique où, pour une tartine supplémentaire, je devins enfant de chœur.

Nous avons échappé de peu à la déportation. Et ce, une fois de plus, grâce à l'à-propos de ma mère. C'était en 1942, en « zone libre ». En pleine nuit, nous avons été réveillés par un bataillon de policiers, puis traînés dans un camp de regroupement (Bourg Lastic), où la gendarmerie Française rassemblait provisoirement

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Congrès des députés du peuple où Andreï a été violemment critiqué pour sa position sur l'Afghanistan<sup>37</sup>, quelqu'un a proposé sa candidature à la Commission constitutionnelle. Car il était déjà question d'une réforme constitutionnelle. Andreï a été élu sans aucune difficulté. C'était lors de la session matinale. À midi, je suis venue le chercher pour déjeuner. À table, il m'a raconté qu'il venait d'être élu, que c'était très important et qu'il allait immédiatement se mettre au travail. Ce qu'il a fait, d'ailleurs. Je lui ai répondu : « Tu sais bien que s'ils t'ont élu aussi facilement, c'est parce qu'ils se moquent éperdument de la Constitution. Ils ont toujours été des nihilistes pour tout ce qui concerne le droit, et ils n'ont pas changé. Si cette Commission avait une quelconque importance, ils ne t'y auraient jamais élu. » Andreï a été très chagriné par mes paroles. Par la suite, il s'est adressé à plusieurs reprises à Anatoli Loukianov (le président du Soviet suprême) pour savoir quand la Commission constitutionnelle allait enfin se réunir. Finalement, elle a été officiellement créée le 3 ou 4 juin 1989 et la première session a eu lieu le 27 novembre 1989, six mois plus tard. Avant, ils n'avaient pas trouvé le temps d'organiser une session ! Andreï s'y est rendu. Il est rentré à la maison avec un dossier minuscule contenant son propre projet de Constitution, une allocution de Gorbatchev et les discours très courts de deux ou trois autres membres de la Commission. Et c'était tout ! En six mois, personne, à part Andreï, n'avait trouvé nécessaire de réfléchir à la Constitution.

Cela illustre bien le nihilisme de Gorbatchev, de Loukianov et de tous les autres. Ils se fichaient parfaitement d'instaurer une nouvelle Constitution. Mais le plus important, et j'en suis profondément convaincue, c'est que si la Constitution de Sakharov avait été appliquée dès la fin du Congrès, l'Union

soviétique aurait peut-être survécu. Ce serait un État différent, une confédération dont tous les sujets auraient bénéficié d'une grande souveraineté, mais au sein de laquelle les liens économiques auraient été maintenus. Je suis certaine que toutes les républiques, à part les républiques Baltes et la Moldavie, auraient préféré rester au sein d'une telle entité. Tout simplement parce que cela aurait été dans leur intérêt. Mais le nihilisme et la négligence totale des élites envers un document capital comme la Constitution ont détruit toutes les forces centripètes et l'Union soviétique elle-même.

Quant à l'époque Eltsine, premièrement, nous avons commis l'erreur de croire ces jeunes « apparatchiks » qui se disaient démocrates. Deuxièmement, nous avons raté les débuts de la privatisation – nous avons compris trop tard que, avant même sa proclamation officielle, les représentants des élites soviétiques, les leaders du Komsomol, le KGB et les directeurs des grandes entreprises d'État, qu'on appelait les « directeurs rouges », en profitaient déjà à plein. Troisièmement, nous n'avons pas réellement réclamé de période de lustration<sup>38</sup> et que, pour au moins cinq à dix ans, tous les anciens hauts fonctionnaires soviétiques n'aient pas le droit d'être élus et d'occuper des fonctions importantes dans l'appareil d'État. Autre erreur colossale de notre communauté : nous n'avons pas exigé la formation d'une Assemblée constituante pour élaborer la nouvelle Constitution, tout comme nous n'avons pas pris au sérieux la tentative de créer une nouvelle Constitution à la fin de l'époque soviétique. Personnellement, c'est à ce moment-là que je me suis réveillée et que j'ai compris que les choses n'allaient pas dans le bon sens.

**A.G.** Ce qui rappelle l'encore plus brève période du

gouvernement provisoire de février à octobre 1917...

**E.B.** En décembre 1991, l'URSS a définitivement cessé d'exister. La Russie avait besoin d'une nouvelle Constitution pour reconstruire les fondations légales de l'État. À ce moment-là, on a entendu beaucoup de monde réclamer la convocation d'une Assemblée Constituante. Comme à l'été 1917... Dans la presse de l'époque, cette question était largement débattue. Et l'opinion publique soutenait ce projet. Mais, peu à peu, insidieusement, l'idée de la mise en place d'une assemblée constituante a été remplacée par l'idée d'organiser une Conférence constituante. J'ai eu des discussions acharnées à ce sujet avec nos démocrates car j'avais l'impression que c'était une escroquerie, même si toute cette affaire était présentée comme ultradémocratique, puisque n'importe quelle organisation pouvait envoyer ses représentants à la Conférence constituante. C'était une sorte de club de volontaires.

Mes amis et moi nous disputions énormément à ce sujet. Ils me poussaient : il faut que tu participes à cette Conférence en tant que représentante de la Commission Sakharov<sup>39</sup>. Et moi, je rétorquais que l'idée de cette Conférence était née à Staraïa Plochtchad, l'ancien siège du Comité central du Parti communiste d'URSS ; que nous pouvions rédiger la plus belle Constitution du monde, mais que ne sachant pas qui serait responsable de son application, elle serait très probablement remplacée par un autre document, lequel aurait force de loi. Il faut dire que pour moi, c'était une époque particulièrement difficile. Je ne m'étais pas encore remise de la mort d'Andrei, survenue en 1989. Et c'est alors que je me retrouvai opposée à ses amis les plus proches et à mes propres amis qui, eux, prirent part aux travaux de cette Conférence.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

elle nous éclaira. C'était le retour de la mauvaise Histoire et c'est ce que j'ai perçu peu de temps après en Yougoslavie fin 1991, quand Milosevic a commencé ses guerres contre les civils.

Visitant Dubrovnik bombardé, j'ai compris qu'il y avait deux manières de sortir du communisme : soit la voie très difficile de Havel, soit celle de Milosevic. La voie de Havel est la voie des droits de l'homme, de l'État de droit et de la séparation pacifique des deux peuples d'une nation au cas où ils ne s'entendent pas, en l'occurrence la tchéquie et la slovaquie ; c'était la voie d'une sortie civilisée du communisme. À l'inverse, il y a la voie de Milosevic, qui consiste à unifier tous les appareils anciens – l'armée, la police, l'administration – afin de garder le pouvoir tout en jetant aux orties les trois quarts de l'idéologie Marxiste. Quitte à se contenter d'une sorte de salade russe, par un doux mélange de l'extrême droite et de l'extrême gauche (la femme de Milosevic était une ultramarxiste et les aides de Milosevic étaient des racistes d'extrême droite).

Milosevic était un exemple idéal de brun-rouge. Avec cette découverte de génie que, pour imposer à son peuple la nécessité de la présence d'une armée traditionnelle de type soviétique, il fallait la guerre. S'il a réussi à se maintenir au pouvoir et à sauver tous les appareils bureaucratiques alors qu'il n'y avait plus d'idéologie dominante, c'est grâce à la guerre. C'est pour cette raison que j'ai tout de suite pris position pour que l'on stoppe Milosevic. J'étais convaincu que son action allait faire « boule de neige », que tout irait de pire en pire. Et effectivement, la situation a empiré très rapidement. Je craignais aussi que l'exemple de Milosevic – et le fait qu'on le laissait faire – ne devienne un modèle absolument terrifiant pour l'ex-URSS. Car si la forme de la sortie du communisme proposée par

Milosevic avait fonctionné, elle aurait fasciné beaucoup de gens en ex-URSS.

**E.B.** D'ailleurs, à un moment donné, la Russie a très activement soutenu Milosevic. Si, à ce moment-là, les Russes avaient été plus puissants, ils seraient peut-être entrés dans ce conflit aux côtés de Milosevic. C'était un élan de solidarité communiste avec des ingrédients du panslavisme propre à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

**A.G.** Je pense que le plus important ici, c'était la solidarité des « structures de force ». En Yougoslavie comme en Russie, les *siloviki*<sup>52</sup> voulaient sauver leur pouvoir et leur argent. Lorsque vous dites que le début de la guerre en Tchétchénie a été un grand tournant dans l'histoire du régime eltsinien, je ne peux qu'être d'accord avec vous. Même si le bombardement du Parlement procommuniste, en 1993, sur ordre d'Elsine, ne laissait déjà rien augurer de bon.

Certes, en Russie, les « forces de civilisation » ne se laissent pas éradiquer facilement. Le pays continue d'être à la croisée des chemins. Mais cette double sortie du communisme, soit par la démocratie, soit par la guerre (ou par une politique très agressive), c'est l'alternative devant laquelle se trouve la Russie depuis la fin de l'URSS. L'hésitation entre ces deux voies est constante, elle persiste depuis Pierre le Grand. Il existe deux manières de s'Occidentaliser : soit on se contente de moderniser, soit on tente de se civiliser. Moderniser, c'est construire des usines, réorganiser les administrations, équiper l'armée, électrifier, etc., quels que soient les dégâts humains. C'est la voie de Pierre le Grand, la voie de Staline et l'option dont se réclame Poutine. La deuxième voie est celle de la civilisation, c'est-à-dire

développer non seulement l'économie, mais la culture, l'esprit critique, les droits de l'homme. Et la Russie s'en est montrée capable aussi. S'il n'y avait pas eu la guerre de 1914 et la révolution de 1917, la Russie aurait dominé culturellement l'Europe. Chaque fois que je critique Poutine, on dit que je suis russophile. C'est complètement stupide. Poutine n'est pas Pouchkine. Je suis absolument certain que la Russie aurait pu être le centre de la culture européenne : en musique, en théâtre, en linguistique, en mathématiques, dans tous les domaines ! En 1914, l'Europe était sur le point de devenir russe culturellement !

**E.B.** Moi aussi, j'en suis convaincue. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et pendant les dix premières années du XX<sup>e</sup> siècle, la croissance en Russie a été très rapide, malgré la révolution de 1905 et la guerre russo-japonaise. À cette époque, le pays se trouvait au même niveau de développement industriel que les États-Unis.

J'aimerais ajouter quelque chose à propos de ce que vous venez de dire sur les deux voies de sortie du communisme – la voie de Havel et la voie yougoslave – entre lesquelles la Russie oscille. Je pense que nous avons été très proches de suivre la voie yougoslave. Quand les bombardements de la Yougoslavie ont commencé, en 1999, l'Occident n'a pas pris garde à l'explosion du panslavisme en Russie. Ce mouvement a trouvé des partisans hystériques parmi les démocrates aussi bien que parmi les conservateurs. Ce moment a été extrêmement dangereux pour la Russie.

**A.G.** Quand les experts pensent que la seule voie de sortie du communisme est le capitalisme démocratique, la société de marché, bref, le mode de vie Occidental, ils pensent d'une façon extrêmement naïve. Parce qu'en fin de compte il y a d'autres

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Poutine l'a parfaitement compris.

**E.B.** C'est cette peur et cette faiblesse de l'Occident qui permettent à la Russie de se comporter comme elle le désire. C'est la peur de la menace terroriste, la peur de la menace nucléaire qui lui délient les mains.

**A.G.** Il existe une sorte de continuité entre 1945 et aujourd'hui : la direction de l'URSS, et maintenant de la Russie, soutient absolument tout ce qui peut nuire à l'Occident, tout ce qui peut faire l'objet d'un chantage. Ce n'est pas le souhait de détruire l'Occident, mais d'en obtenir des avantages. En ayant soutenu ce qu'il y a de pire dans les mouvements de libération nationale, par exemple.

À présent que le Mur est tombé et que l'URSS a cessé d'exister, l'Occident croit que les révolutions sont devenues obsolètes, que tout est rentré dans l'ordre, que la parenthèse 1917-1989 est définitivement close. Illusion totale ! Il y a continuité, avec des hauts et des bas bien sûr, entre la Russie qui sort de la Seconde Guerre mondiale et la Russie de Poutine. Il y a le moment Gorbatchev, le moment Eltsine, mais aussi une lourde continuité sous-jacente. Le fait que Poutine ait renoncé au Marxisme apparaît comme une nouveauté si l'on ne tient pas compte du fait que, depuis 1940-1945, le marxisme des cercles dirigeants n'a été qu'un marxisme de façade. La seule grande différence, c'est que, officiellement, la Russie d'avant 1989 fonctionnait selon le principe de la propriété collective – mais tout le monde savait qu'elle n'était pas réellement collective : elle se trouvait entre les mains de la nomenklatura et était secondée par un marché noir florissant. Depuis 1989, la Russie n'est toujours pas devenue capitaliste, et elle n'a toujours pas

d'économie de marché mais elle est devenue une économie mafieuse franche. Là aussi, c'est la façade qui a disparu, celle de la propriété collective ; mais, au fond, on a privatisé le mafieux et on a « mafieutisé » le privé.

**E.B.** Oui, sous l'ancien régime il y avait aussi des riches et des pauvres. Cependant, à l'époque soviétique, les riches étaient plus discrets. Aujourd'hui, ils se comportent de façon ostensible. Ils achètent des maisons en Espagne, construisent des villas de luxe près de Moscou, acquièrent des appartements de 15 millions de dollars...

**A.G.** Une grande mutation s'est opérée : si, avant, le nihilisme se cachait derrière le rideau des mots d'ordre universalistes et l'idéologie Marxiste, on a aujourd'hui affaire à un nihilisme ouvert, franc et déclaré.

**E.B.** Au fond, on perçoit aujourd'hui la Russie comme un pays autoritaire ordinaire...

**A.G.** Les experts et les hommes politiques ont tendance à comparer la Russie à un pays sous-développé. Pour l'Union européenne, la Russie remplace l'Arabie saoudite en tant que fournisseur de pétrole et de gaz. Bref, on lui confère absurdement le statut d'un pays du tiers-monde, alors que c'est un pays hautement cultivé, qui n'a rien à voir avec une économie émergente. La Russie a été industrialisée ; si elle vit dans un ensemble de ruines, ce sont les ruines de l'industrialisation forcée, et non celles d'une société préindustrielle.

L'élite russe actuelle trouve ses racines dans celle qui fut formée à la suite des grandes purges et à la suite de la Seconde

Guerre mondiale. La terreur totalitaire a servi de principe de sélection ; dans la lutte pour le pouvoir, les malfrats ont gagné. Au début, il y avait des idéalistes qui croyaient que tout était permis au nom de la grande cause ; à la fin, il reste ceux qui ne croient plus en la cause mais qui continuent d'estimer que tout leur est permis. Donc, il y a une élite qui vise à profiter du pouvoir, et qui n'hésite pas à recourir à la destruction pour le conserver.

Après la guerre en 1945, avec la dissolution du Komintern puis du Kominform<sup>67</sup>, l'URSS admet tacitement qu'il n'y aura pas, dans les limites de vie d'une génération, de révolution en Occident et que l'Amérique a gagné la guerre – les États-Unis possèdent la bombe atomique, ils sont numéro un. Désormais, le problème pour le Kremlin, c'est d'être le numéro deux. Ce qui revient, pour lui, à user, détruire, faire chanter et menacer le numéro un. L'Union soviétique assume donc sa place de seconde puissance mondiale, en particulier par sa stratégie dans le tiers-monde. Cela signifie que son seul intérêt consiste à nuire au numéro un, en soutenant tous les mouvements qui s'opposent à « l'impérialisme américain », cette fois-ci sans aucun préjugé. Avant-guerre, les idéalistes considéraient encore comme problématique de s'allier avec les féodaux, les religieux ou les dictateurs militaires. Après 1945, dans le sillage du pacte germano-soviétique Hitler-Staline, les tabous sont levés. On s'allie avec n'importe qui contre Washington. Ici s'enracine un nouvel antisémitisme qui se prétend de gauche. Israël est très vite considéré, après une petite hésitation en 1947, comme l'annexe de l'Amérique.

Parallèlement à ce nouvel antisémitisme se développe un nouveau terrorisme : non que la terreur n'existât pas avant mais,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

jeune officier soviétique, très fier de lui et de ses galons, il maltraite ses subordonnés, même quand ils ont trois fois son âge. Et là gît justement le problème. Des jeunes gens très confiants en leur génie et leur invulnérabilité, il en existe des millions sur cette terre. Alors, comment cette conversion, qui est le propre de la dissidence, s'opère-t-elle chez quelques-uns, et parmi quelques-uns seulement ?

**E.B.** En réalité, je n'ai pas de réponse. J'ai fait toute la Seconde Guerre mondiale au sein des combattants de bas rang – soldats et sous-officiers – et non au sein de l'élite militaire. Cette masse de combattants était composée d'éléments très divers : des villageois presque illettrés, des ouvriers, des lycéens, des étudiants. Mais même s'ils avaient des perceptions du monde très différentes, un véritable sentiment d'unité les rassemblait. Aujourd'hui, je ne ressens rien de tel. J'ai vécu une longue vie, presque un siècle, et j'ai l'impression d'assister à une sorte d'atomisation des individus. Les véritables contacts, les véritables échanges s'effritent et cessent pratiquement d'exister. Certes, les gens ont énormément de contacts, ils s'invitent, se rendent à des soirées. Les riches exposent leurs diamants, les pauvres se réunissent autour d'une bière ; et pourtant, ce n'est pas un vrai dialogue, un vrai échange. Je ne sais donc pas de quelle conversion on peut parler dans ces conditions.

Je voudrais néanmoins remarquer que Sakharov avait déjà averti du danger du terrorisme dans son fameux manifeste de 1968. À l'époque, il accusait déjà des États d'entretenir le terrorisme. Il critiquait en particulier l'Union soviétique qui, afin de déstabiliser d'autres pays, avait créé des centres d'entraînement ainsi que des écoles de terrorisme, et encouragé les activités de nombreux groupes terroristes.

Il me semble que l'une des valeurs fondatrices de notre civilisation, c'est le respect de la vie (malgré les guerres mondiales), comme le proclame la Déclaration universelle des droits de l'homme. Et sur ce plan, notre respect de la vie, notre perception du suicide en tant que péché sont confrontés à la morale totalement opposée des kamikazes. Ces « martyrs » sont prêts à mourir, tous jusqu'au dernier, pour qu'un maximum d'innocents périssent avec eux. Et cette idéologie se répand sur la planète comme une épidémie, une sorte de grippe espagnole. Nous avons le devoir moral d'attirer l'attention de nos opinions publiques sur le phénomène des attentats suicides. Il y a à peu près deux ans, j'ai essayé, avec mes moyens très limités, de m'adresser à l'opinion publique mondiale. J'ai proposé à toutes les personnes de bonne volonté de signer une pétition adressée à l'ONU, appelant à reconnaître les kamikazes comme une nouvelle arme de destruction massive et à traiter les actes terroristes aveugles contre la population civile comme des crimes contre l'humanité. De ma part, il s'agissait d'une tentative pour s'opposer à cet horrible phénomène et lui donner une définition nouvelle, moderne. Les vieilles définitions du terrorisme – celui pratiqué par les membres « La Volonté du peuple<sup>76</sup> » ou par les anarchistes – ne correspondent pas à la nouvelle situation. Mais ce texte n'a rencontré qu'un faible écho.

**A.G.** L'existence des bombes humaines actuelles met à jour une pathologie que l'Occident rencontre depuis la guerre de troie : l'*hybris* de la fureur guerrière. Les anciens Grecs savaient cela : un guerrier se jette dans le feu de l'action et, pris dans la bataille, au comble de l'exaltation, il se retrouve à la fois meurtrier et suicidaire, il s'expose absolument. Il en va ainsi dans toutes les civilisations, elles butent sur l'instant de folie guerrière. Toutefois, les sociétés traditionnelles s'évertuaient à

limiter ce temps de démente, à « discipliner » la fureur du guerrier : quand il sortait vainqueur du combat, des cérémonies rituelles étaient censées mâter ses ardeurs. Au xx<sup>e</sup> puis au XXI<sup>e</sup> siècle, l'*hybris* prolifère et s'émancipe ; les limites ont été transgressées par le SS, le garde rouge, mais aussi par le fou de Dieu et tout un chacun xénophobe, nationaliste, raciste, etc. « *Viva la muerte !* » Ce cri des phalanges fascistes est devenu universellement partagé.

**E.B.** Je comprends parfaitement ce que vous dites sur la fureur au combat. Mais dans le passé, en Grèce ancienne et ailleurs, cette fureur avait des limites : ne frappe pas celui qui gît à terre, ne tue pas le blessé. La violation de ces exigences était perçue comme un péché, alors que la fureur au combat était considérée comme un comportement héroïque. Aujourd'hui, les *chahids* n'obéissent pas aux règles de la guerre. Il s'agit d'un phénomène radicalement nouveau.

Je veux vous rappeler quelque chose. Il y a une trentaine d'années, un pirate de l'air palestinien exigeait, par exemple, qu'on libère des prisonniers palestiniens retenus dans des prisons israéliennes. Aujourd'hui, la psychologie des terroristes est entièrement différente. Le pirate de l'air n'a pas d'autre objectif que de tuer le plus de gens possible, et il n'a plus d'instinct de conservation, pourtant si naturel pour un être humain. Le soldat au combat ne perdait pas cet instinct – j'ai fait la guerre, et je suis certaine de cela. Il savait qu'il pouvait périr, mais en même temps, tout son psychisme et toute sa physiologie restaient concentrés sur l'idée de tuer l'ennemi et d'éviter d'être tué. C'était une psychologie totalement différente. Actuellement, la « chahidisation » de la conscience me donne l'impression, en tant que médecin, d'une pathologie grave. Plus elle se répand sur

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

**E.B.** Je ne crois pas trop à votre idée de l'autogestion des bidonvilles, parce que toute organisation exige des moyens et un leader. Et je ne sais pas qui pourrait incarner un tel leader : un Che Guevara ou un Gandhi ? Ou, troisième possibilité, un chef qui prônerait une idéologie sectaire démentielle ? En tout cas, sans les moyens et sans leader charismatique, l'autogestion n'est pas possible.

**A.G.** Peut-être faut-il que nous revenions à l'essentiel, c'est-à-dire à la définition même du phénomène terroriste.

**E.B.** Pour moi, le terrorisme actuel revêt quand même une coloration islamique. Il est nourri par les cercles supérieurs, par l'élite du monde musulman. Souvenez-vous de ce que le président de la Malaisie, Mahathir, a dit au sujet des Juifs<sup>79</sup> ; et de la réaction internationale à ses propos. Poutine s'est tu, et les leaders des pays Occidentaux, y compris George Bush, lui ont fait une simple remontrance, comme de gentils instituteurs qui menacent du doigt un mauvais garnement. Comment expliquer que les déclarations de Mahathir aient suscité une réaction aussi réservée ? Simplement parce qu'il s'agit d'un pays musulman, et que l'Occident tout entier, de même que la Russie, craint d'irriter le monde musulman. Illustration parfaite de la façon dont la civilisation européenne, humaniste, perd son combat le plus important.

**A.G.** La principale myopie des Occidentaux, c'est de ne pas voir que le monde islamique est divisé. J'ai rencontré en Algérie encore des femmes qui ne voulaient pas être voilées, qui risquaient d'être égorgées pour leur refus persistant de porter le voile. J'ai connu des journalistes, des intellectuels, des professeurs qui ont payé de leur vie leur laïcité et le désir de

rester indépendants : combien ont été tués à coup de revolver par des islamistes ? J'ai visité des paysans qui n'en pouvaient plus de la fêrle des « fous de Dieu » ; certains se constituaient en milices armées pour leur interdire l'accès de leurs masures. Actuellement, le problème n'est pas réglé, loin de là, mais une trêve, toujours fragile, s'est installée. Ce qui reste faux dans l'optique Occidentale, c'est de considérer la « rue arabe » comme une entité soudée, où le monde islamique avancerait du même pas. La rue arabe est diverse, le monde islamique morcelé est en crise, au Maghreb, au Machrek, en Irak, en Iran.

**E.B.** Alors, est-ce que tout le monde doit porter des armes pour s'opposer au terrorisme ?

**A.G.** Je ne suis pas optimiste. Quand le terrorisme s'attaque aux simples gens, il faut donner à ces derniers les moyens de résister, il n'y a pas d'autre solution. C'est ainsi que les Américains se virent obligés d'armer massivement une police Irakienne nouvellement formée, en réintégrant une part de l'ancienne. Mais surtout, gardons en mémoire que la guerre « froide » fut certes froide dans nos contrées, mais chaude, voire brûlante ailleurs. Sur toute la planète, des sociétés traditionnelles ou religieuses ont été ébranlées, certaines ont sauté. Guerres, révoltes, révolutions, contre-révolutions, tout a été chamboulé. On n'a jamais connu tant de bouleversements qu'entre 1945 et 1989. Actuellement, nous sommes en face de deux milliards, voire trois milliards de gens qui n'habitent ni dans les sociétés traditionnelles où ils connaissaient tabous et réglementations éternelles quant à la sexualité et à la violence, ni dans une société à l'image de la nôtre où il existe des règles de droit. Deux à trois milliards de terriens errent ainsi entre les deux, dans l'intervalle, sans repères.

Je vous l'ai dit, les anciens avaient un nom pour une telle situation ; quand on ne respecte rien, qu'on ne sait plus quelle est la loi ni quels sont ses droits et qu'on ne distingue plus l'illégal du légal, ils nommaient cela la peste. C'est exactement le cas d'un garçon de treize ans rencontré au Libéria par un ami, écrivain allemand. Mon ami l'interroge : « Tu as dans les mains une kalachnikov, tes copains eux aussi ont des kalachnikovs, tu risques de tuer ta mère et tes sœurs. » L'enfant répond : « Pourquoi pas ? »

**E.B.** J'aimerais revenir sur le côté politique du terrorisme. Les terroristes ne poussent pas comme de l'herbe : une idéologie les nourrit et ils sont également soutenus par certaines alliances, par certains slogans. Il me semble donc que la lutte antiterroriste ne passe pas par l'armement des populations de bidonvilles, mais par la dénonciation de cette idéologie. C'est là qu'il faut aller jusqu'au bout et appeler un chat, un chat. On octroie au terrorisme non seulement une aide logistique, mais aussi une aide morale, car le terrorisme est systématiquement confondu avec une lutte de libération nationale ou une lutte anti-impérialiste. Les médias Occidentaux justifient volontiers des mouvances terroristes extrêmes et présentent leurs activités comme une réaction légitime à l'occupation israélienne ou aux agissements de l'impérialisme américain.

Paradoxalement, il existe des alliances entre des mouvances islamistes basées en Europe ou aux États-Unis et une partie de l'extrême gauche : les uns et les autres ont un ennemi commun qui est le sionisme et l'impérialisme yankee. Je pense qu'il faut définir, avec honnêteté, ce qu'est le terrorisme et analyser attentivement quels sont ses soutiens en Occident. La gauche affirme souvent que le terrorisme est engendré, ou au moins

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Je pense qu'à l'âge de la bombe humaine vous suivez le même double raisonnement. C'est-à-dire que, d'une part, vous dites que la bombe humaine relève du crime contre l'humanité, car l'homme se transforme en arme de destruction massive ; donc que tous les États, quels qu'ils soient, doivent la juguler. Et, d'autre part, vous concluez que la démocratie est le meilleur garde-fou contre les pulsions exterminatrices. C'est pourquoi, selon moi, la seule paix solide et authentique implique que l'environnement d'Israël change, s'émancipe et se démocratise. C'est l'idée d'une « paix républicaine », selon Kant. Elle implique une construction longue, sur vingt-cinq ou cinquante ans.

Ce n'est pas seulement parce que vous êtes juive que vous défendez Israël, mais parce que la menace de la bombe humaine est universelle. Elle peut frapper Paris comme elle a frappé Manhattan et comme elle frappe Israël en permanence. C'est à terme une arme aussi universelle et dévastatrice que la bombe H.

**E.B.** J'ajoute que mon expérience de la Seconde Guerre mondiale pèse évidemment sur mon rapport envers Israël. Israël, pour moi, c'est la mémoire incarnée de ce qui ne doit pas se reproduire. Si nous admettons l'idée qu'Israël peut ne pas exister, nous admettons également l'idée du retour de n'importe quelle forme de nazisme et, par conséquent, l'éventualité d'une Troisième Guerre mondiale, qui serait beaucoup plus cruelle que la Première et la deuxième. Pour reformuler en quelques mots ma position sur l'État d'Israël, je dirais que le combat pour préserver Israël dans des frontières sûres est aujourd'hui l'objectif le plus important de la lutte pour la paix mondiale.

J'aimerais revenir au discours que Sakharov a écrit pour la

remise de son prix Nobel. Il l'a intitulé : « La paix, le progrès et les droits de l'homme ». La paix est, pour lui, la condition nécessaire pour rendre possibles le progrès et un modèle de développement qui permettrait au Sud de rattraper le niveau de vie du Nord. Et la défense des droits de l'homme est la condition *sine qua non* de la paix.

**A.G.** Il faut empêcher l'éducation qui permet de produire les bombes humaines. D'où la nécessité du respect de la vérité et des droits de l'homme.

**E.B.** Le progrès comprend cela aussi. Le progrès, ce n'est pas seulement une évolution matérielle, c'est aussi l'éducation. Je ne dis pas que les Palestiniens ne reçoivent pas d'éducation... mais il faut voir laquelle ! Nous parlons tout le temps d'éducation, mais nous oublions qu'elle doit être humaniste. Tous les terroristes du 11-Septembre avaient fait des études supérieures.

**A.G.** Je crois que je ne me suis pas fait clairement comprendre. Lorsque j'ai cité l'exemple du bidonville, ce n'était pas pour offrir un modèle d'autogestion ou de démocratie directe, mais plutôt pour dire que nous, simples citoyens, devons procéder à la même conversion qu'ont connue quelques intellectuels dans un passé récent. Telle était la question induite dans mes propos : la responsabilité directe et non point la démocratie directe.

En effet, l'homme est capable du pire, les collectivités sont capables du pire ; on a même pu autogérer des camps de concentration.

Au Goulag et dans les KZ Allemands, les nazis faisaient gérer leur incarcération et leur propre mort par les détenus. Cette

capacité mortifère, équivalente à la capacité nucléaire, chacun se doit de la dominer intérieurement. C'est ce que Soljenitsyne appelle non pas l'autogestion, mais l'autolimitation. Et là, on découvre quelque chose d'assez profond que l'on retrouve dans la philosophie de Kant lorsqu'il prescrit à l'individu moral le « respect » et le « scrupule ». Plutôt que se barder de certitudes et partir en croisade pour le Bien, il requiert une prise de recul devant le mal dont chacun est capable et l'autre également.

**E.B.** Ce que vous dites rappelle en quelque sorte le discours des altermondialistes. Naturellement, ils ne parlent pas du danger des bombes humaines, mais ils affirment : notre planète est en danger, l'énergie nucléaire peut provoquer des catastrophes comme celle de Tchernobyl, nous vivons tous sous la menace du réchauffement de la planète et du trou de la couche d'ozone, la mondialisation libérale sous l'égide des États-Unis mène à l'enrichissement du Nord et à l'appauvrissement du Sud, etc. Tous les forums altermondialistes appellent à une prise de conscience individuelle, citoyenne. Votre appel à l'éveil de cette conscience citoyenne en liaison avec le terrorisme risque d'être récupéré par les altermondialistes qui, à ce propos, affirmeront que, pour éradiquer le terrorisme, il faut combattre les causes qui l'engendrent, à savoir la pauvreté, l'impérialisme américain ou l'existence d'Israël, État « raciste ». Malheureusement, tous les appels de ce genre mènent inmanquablement à la destruction : on lutte pour la paix mais on casse des vitres, on brûle des voitures et on pille des boutiques. C'est ainsi que se libère une énergie très agressive qui n'a pas d'objectif logique et clair. Idéalement, ce dont vous parlez est un objectif très digne. Mais qui peut entendre un pareil appel ?

**A.G.** Les altermondialistes détournent une inquiétude réelle,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

histoire, la trahison de la mémoire de tous ceux qui ont péri parce que nés juifs. Il y a des limites que les Juifs ne doivent pas dépasser. C'est ma conviction.

Je vais vous donner un exemple qui provoquera sans doute une réaction très négative à mon égard de la part des Juifs convertis. Pendant plusieurs années, j'ai travaillé dans une maternité, au service des bébés prématurés. Dans ce service, le pourcentage des abandons d'enfants était plus élevé qu'ailleurs. Surtout à l'époque où les avortements ont été interdits. Certaines mères allaitaient leurs bébés pendant quelques jours, puis signaient les papiers d'abandon : nous donnions alors ces petits à des orphelinats ou à des familles adoptives. Formellement, bien sûr, je traitais ces mères de la même façon que les autres, mais au fond de moi je ne les aimais pas. C'est ce genre de sentiment que j'ai envers les Juifs convertis. Je peux les écouter, ils me racontent leurs révélations... Mais, au fond, je ne les aime pas. La conversion d'un Juif à une autre religion, quelle qu'elle soit, et l'abandon d'un enfant, quelles qu'en soient les raisons, ce sont, pour moi, des phénomènes du même ordre.

**A.G.** Vous m'embarrassez beaucoup. J'ai entendu le même raisonnement de la part de Juifs croyants et pratiquants accusant les Juifs agnostiques d'avoir « abandonné leur bébé », c'est-à-dire leur croyance.

**E.B.** Pour moi, un Juif, ce n'est pas la Torah et tous les rites religieux. Pour définir ce que c'est qu'être juif, je pense toujours à cette blague russe : « Les Juifs, on les cogne sur la figure, pas sur la carte d'identité. » C'est très laconique et très juste. J'aimerais vous raconter trois histoires liées à mon fils, qui serviront en quelque sorte d'illustration à mes propos. On se sent

juif, car on est perçu ainsi par les autres.

Mes deux enfants, Tatiana et Alexeï, portent le nom de mon premier mari, Semionov. Ce nom, des plus russes qui soient, est encore plus répandu en Russie qu'Ivanov ! Ils ont grandi tous les deux dans un appartement communautaire. Tatiana restait le plus souvent avec sa grand-mère, qui vivait avec nous, mais Alexeï, lui, traînait beaucoup avec les autres enfants de notre appartement et de notre immeuble. Ma mère a fini par obtenir son propre appartement. Lorsqu'elle a déménagé, il m'arrivait parfois de demander à sa copine de camps, Tsila, de garder les enfants. Un beau jour, plusieurs copains d'Alexeï ont investi notre appartement. Ils se sont mis à jouer à la « chasse aux Juifs ». Et Tsila a expliqué à Alexeï, qui avait alors seulement cinq ans, qu'il ne devait pas jouer à ce genre de jeux car il était à moitié juif lui-même. Ce soir-là, pendant que j'étais en train de lui faire prendre son bain dans un baignoire, il m'a demandé : « Maman, je suis juif de la tête à la taille ou bien de la taille jusqu'aux pieds ? » C'était la première étape de sa prise de conscience nationale... Il faut savoir que quand les gamins de l'immeuble se réunissaient tous ensemble dans la cour, ils jouaient soit à « nous contre les nazis », soit à « nous contre les Juifs ».

Voici la deuxième histoire : quand Alexeï avait dix ou onze ans, les garçons les plus âgés de sa classe, les redoublants, s'en sont pris à un élève, un certain Feldman. Alexeï a refusé de participer à cette traque. Et cela, même si ce Feldman n'était pas du tout l'un de ses copains. Alors, pour se venger, ils ont battu Alexeï, à tel point qu'il a eu un traumatisme crânien. Un peu plus tard, un de mes amis a offert un cadeau à Alexeï : un sac de boxe. Et mon fils s'est mis à s'entraîner à cogner ce sac, en

répétant sans cesse : « Je vais tous les massacrer un à un. » un beau jour, en rentrant chez moi, j'ai découvert, sur tous les immeubles entourant le nôtre, des petits papiers sur lesquels il était écrit en lettres majuscules : « Moi, Alexeï Semionov, je suis juif. » il avait collé ces feuilles sur tous les immeubles ! Ensuite, j'ai été convoquée à son école, où son institutrice, très gênée, m'a expliqué que mon fils avait un comportement très étrange. Il exigeait qu'elle note dans son dossier qu'il était juif ! Elle m'a également demandé de lui interdire d'afficher partout ses petites feuilles, car elle avait déjà reçu la visite d'un îlotier à ce sujet... Au final, Alexeï a retrouvé tous ceux qui l'avaient battu ce jour-là, et tout le monde s'est mis à le respecter. Parce qu'il n'avait pas trahi ce Feldman qui, je le répète, n'était même pas l'un de ses copains, et qui n'est pas non plus devenu son copain après toute cette histoire.

À mon avis, il s'agit là d'une belle leçon que tous les Juifs devraient retenir. Je pense que ce modèle – une cour d'immeuble, des gamins, des voyous, etc. – s'applique à un grand nombre de relations humaines. Et dans cette société qui fonctionne selon le même modèle, les Juifs devraient se conduire de la même manière que mon fils. J'ajouterai que, paradoxalement, chaque démonstration de force des Juifs a pour effet d'affaiblir l'antisémitisme. En 1967, lors de la guerre des six Jours, malgré l'antisémitisme très fort des soviétiques, tout le monde a été favorablement impressionné par Israël parce qu'il avait gagné la guerre. Même les poivrots qui buvaient près des kiosques à bière applaudissaient : « Bravo, les Juifs ! » du coup, je pense qu'une vraie décision volontariste des démocraties Occidentales qui aboutirait à la création d'un État palestinien *viable* pourrait balayer la vague d'anti-sémitisme et d'anti-américanisme actuelle.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

du monde musulman.

**A.G.** Pas de fumée sans feu ! Réaction européenne autant qu'américaine. Répétition de l'accueil des survivants juifs : oui, ils ont connu l'horreur, mais ils y sont probablement pour quelque chose. Il faut que la victime soit coupable, afin de me mettre, moi, hors de cause ; ainsi les coups ne peuvent s'abattre que sur elle, pas sur moi.

**E.B.** Peu de temps après les attentats de Manhattan, une vieille amie m'a invitée à fêter son anniversaire dans un restaurant de Boston, avec trois couples Américains du milieu universitaire. Deux de ces couples affirmaient avec ardeur que l'Amérique devait rompre avec Israël avant qu'il ne lui arrive d'autres malheurs. J'ai essayé de les convaincre du contraire, à savoir que les États-Unis devaient défendre Israël de façon plus résolue encore que dans le passé, mais ils ont fait la sourde oreille.

**A.G.** Tout comme vos Américains affirmaient qu'il fallait rompre avec Israël pour sauver l'Amérique, beaucoup d'européens pensent que l'Europe doit rompre avec les États-Unis pour se préserver du terrorisme. C'est exactement le même mécanisme. Il s'agit de dormir tranquille en marquant des distances respectueuses. Voilà bien une réaction de fuite, une réaction de trouille.

**E.B.** C'est une attitude dangereuse. Les gens – ou les pays, comme la France ou l'Allemagne – croient que s'ils se tiennent à l'écart, ils resteront sains et saufs, alors qu'il s'agit d'un danger universel. Mais pour revenir à l'antisémitisme, il m'est toujours difficile de concevoir comment il est né et comment l'extirper.

**A.G.** Je distingue trois étapes de l'antisémitisme européen : l'antisémitisme religieux chrétien ; l'antisémitisme national-raciste des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, plutôt politique ; et l'antisémitisme nouveau cru, plutôt culturel. Le point commun dans les trois cas de figure, c'est la perception du Juif comme trouble-fête. Tout au long de l'histoire, dans les sociétés qui n'étaient pas juives, le Juif joua le rôle de l'empêcheur de tourner en rond ; il incarnait l'étranger par excellence. Mais l'antisémitisme ne se borne pas à la haine des créatures venues d'ailleurs, phénomène ô combien universel. Toujours et partout, le racisme est la chose du monde la mieux partagée. Les inuits, tout pacifiques qu'ils soient, traitent d'« animaux » les peuples voisins.

Le Juif est un perturbateur particulier. Dans l'univers chrétien, il incarne l'anti-Bonne Nouvelle. Il annonce le contraire de la Bonne nouvelle en restant fidèle à l'Ancien Testament. Le messie n'est pas arrivé ; arrivera-t-il un jour ? Dans les sociétés du XIX<sup>e</sup> siècle, en Europe Occidentale, le christianisme n'est plus dominant. La religion chrétienne cède le pas à la religion politique. À Dieu succède l'État-Nation que les penseurs Allemands appellent société « organique ». Au regard de la société « organique » et de la fusion entre le peuple et l'État – la nation Française, la nation Allemande –, le Juif détonnait, il circulait, il ne connaissait pas de frontière ; c'était aux yeux des sédentaires un « apatride ». Plus scandaleux encore que les Tsiganes et leurs roulottes, le Juif incarnait tout ce qui passait les frontières des États, à savoir : la circulation des biens et de l'argent (Rothschild), la circulation des idées (Freud), la circulation des sentiments et des esthétiques (Proust et plus tard Hollywood). Le Juif représentait le futur européen face à des

nations qui, elles, se voulaient foncièrement nationalistes et closes. Par conséquent, le Juif était tenu pour une sorte de traître en puissance, le pion douteux d'une cinquième colonne.

Aujourd'hui, nouvelle étape – même si les préjugés antérieurs persistent. Si parmi les chrétiens il n'est plus de mise d'accuser : « *ils* ont tué Jésus ! », pour les fidèles du Coran, le Juif demeure un infidèle. Pour les nationalistes, il reste l'agent de l'étranger. Pour les sociétés éclairées, un nouvel antisémitisme ostracise le Juif, car sa mémoire même annonce que l'histoire n'est pas finie, que la catastrophe qui lui est arrivée peut revenir d'actualité et que nous ne vivons pas les dimanches de la vie.

Après la chute du Mur de Berlin, l'Occident dans son ensemble se prit à rêver d'une fin de l'Histoire. Les Américains touchés à Manhattan, ainsi que les israéliens menacés en permanence prouvent combien l'aventure humaine persiste dans les risques et l'incertitude. Chez nous, l'antisémitisme contemporain préfère casser le thermomètre plutôt que de soigner le chaos du monde. L'hypothèse folle selon laquelle il suffirait que les Juifs évacuent le Moyen-Orient, c'est-à-dire qu'Israël disparaisse, pour que le « monde arabe » vive en parfaite harmonie, réconcilié avec lui-même et le reste de l'humanité, voilà l'exemple type d'une naïveté très idéologique et très dangereuse. Supprimer Israël, loin d'apaiser les conflits, aiguiserait les appétits, car la grande querelle ne partage pas Arabes et Juifs, mais oppose tout ce qu'il y a de réactionnaire dans le monde arabe et la démocratie.

**E.B.** Cela paraît juste, mais je voudrais apporter une précision. Dans les dernières décennies, l'antisémitisme n'est pas un phénomène à part, mais plutôt une variation sur le thème de

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

avons raté les assassins. Tout était à refaire. »

**E.B.** Quand on dit qu'Israël mène une politique nazie envers les Palestiniens, c'est d'autant plus absurde que non seulement les méthodes mais aussi les idéologies sous-jacentes diffèrent profondément. Hitler ne voulait pas seulement la guerre, il souhaitait également procéder à la liquidation totale des Juifs, des tziganes et, plus tard, d'autres peuples, dont les slaves. La comparaison n'a donc aucune raison d'être. Ce n'est pas parce qu'il menait des guerres que Hitler est devenu le symbole par excellence de la barbarie – des chefs militaires, il y en a eu des milliers avant lui –, mais parce qu'il voulait supprimer des populations civiles entières.

**A.G.** En fait, cette équation innocente Hitler, en le banalisant et en le mettant sur pied d'égalité avec les autres guerriers. J'ai eu récemment un vif échange de propos avec le philosophe allemand Sloterdijk. Il m'accrocha ainsi : « Mais pourquoi aides-tu les Tchétchènes ? Tu sais que de toute façon la situation se retournera. Aujourd'hui, les Tchétchènes sont opprimés par les Russes, mais s'ils obtiennent un jour leur indépendance, tous ces types en armes vont tourner aux SS et prendre en otage leur propre population. La preuve par Israël ! » et le tour était joué ! Pour lui, l'Allemagne nazie n'était qu'un système militariste comme un autre.

**E.B.** Je dirais que s'il faut absolument comparer quelqu'un à Hitler, ce serait plutôt Poutine, parce que ses généraux se permettent de s'exprimer et de se comporter d'une manière inadmissible. Rappelez-vous le général Chamanov<sup>96</sup> qui, à la question : « Que faut-il faire des enfants Tchétchènes ? » a répondu : « Il faut les tuer. Parce que, demain, ils deviendront

des résistants. » C'est une position tout à fait hitlérienne.

**A.G.** C'est une idéologie génocidaire. Il en alla de même au Rwanda. Quand les Hutus se mirent à massacrer les Tutsis, en 1994, ils expliquèrent que, cette fois-ci, il ne fallait pas faire de quartier. Ils rappelèrent qu'ils avaient déjà commencé à massacrer les Tutsis en 1959, mais en épargnant les femmes enceintes. Résultat : les Tutsis étaient toujours là. Il fallait donc recommencer le travail, sans épargner femmes et enfants, fœtus compris.

**E.B.** Il me semble qu'il reste un aspect que nous n'avons pas suffisamment analysé : ce nouvel antisémitisme, qui se fonde sur l'anti-américanisme et sur des idées dites « de gauche » mais qui n'ont plus grand-chose à voir avec les idées de gauche classiques (le Marxisme, le socialisme, l'exigence de justice sociale, etc.). D'ailleurs, s'agit-il effectivement d'idées de gauche ? Aujourd'hui, il est devenu très difficile de distinguer la gauche de la droite du point de vue de leurs fondements moraux...

**A.G.** Je partage l'opinion qu'ont nombre de dissidents devant les bombes humaines, devant le terrorisme, tel qu'il est apparu à la fois à Manhattan, chez les Palestiniens et les Tigres tamouls... Ceux qui ont vécu dans l'espace soviétique sont plus à même de comprendre le phénomène. Ils ont connu la naissance de ce terrorisme sans frontières, construit et diffusé à partir de Moscou et de l'Allemagne de l'Est sous la houlette du KGB. En revanche, dans les pays Occidentaux, les gens ont tendance à le réduire au fanatisme religieux. Ceux qui ont vécu en URSS savent combien le terrorisme et le nouvel antisémitisme qui le nourrit ne se limitent pas au monde musulman, mais qu'ils circulent de conserve sous différents drapeaux.

**E.B.** J'ai souvent écrit que le terrorisme, partout dans le monde, avait été fabriqué et nourri par l'URSS. Mais personne ne voulait l'admettre. Même en Israël, Chtcharanski<sup>97</sup> m'a dit un jour qu'il était essentiel de garder de bons rapports avec la Russie et qu'il ne fallait pas remuer ces vieilles histoires. Pour tout enfant, il est important de savoir quel sein l'a nourri ; de même, il ne faut pas oublier que le terrorisme moderne est la créature de l'Union soviétique et de ses satellites.

**A.G.** Camouflé sous l'antisionisme, l'antisémitisme Occidental d'aujourd'hui vient principalement de l'extrême gauche et non plus d'une extrême droite fasciste ou assimilée. L'Union soviétique a donné l'exemple, elle a cultivé la première cette idéologie sous la houlette de son « anti-impérialisme américain ».

**E.B.** Comme je l'ai déjà dit, la communauté internationale applique aux problèmes du racisme et du terrorisme des doubles standards : on pardonne tout à certains pays, et rien à d'autres. Cette approche est extrêmement dangereuse. Elle désarme idéologiquement et moralement la juste lutte menée contre le terrorisme. Du coup, cette lutte perd en efficacité. Or les critères selon lesquels on juge du respect – ou du non-respect – des droits de l'homme doivent être immuables. L'intervention humanitaire a été justifiée dans les cas de l'Irak et de la Yougoslavie, tout comme elle aurait été justifiée dans le cas de la Russie, pour protéger la population civile tchéchène.

Les standards doivent être identiques pour tout le monde. Car lorsque le TPI juge Milosevic mais laisse en paix tous les autres criminels coupables de génocides, c'est la défense des droits de l'homme dans le monde entier qui est affaiblie. Il ne faut pas

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

## Entretien avec André Glucksmann<sup>101</sup>

**Galia Ackerman :** *Vous avez publié un grand nombre d'articles et d'ouvrages consacrés à la Russie. C'est précisément sur ce pays que j'aimerais vous interroger. Commençons par une question de fond : selon vous, les hommes politiques Occidentaux comprennent-ils bien ce qui se passe en Russie ? L'image qu'ils s'en font vous semble-t-elle conforme à la réalité ?*

**André Glucksmann :** aucunement. Prisonnières d'un nouveau mirage russe, nos élites dirigeantes nagent en plein fantasme. C'est à qui fera le mieux la cour à Vladimir Poutine : les leaders qui étaient favorables à l'intervention en Irak – je pense, en particulier, à Silvio Berlusconi et à Tony Blair –, tout comme les « anti » irréductibles, comme Jacques Chirac ou Gerhard Schröder, se disputent le privilège d'inviter le président russe dans leurs villas ou se rendent à Saint-Pétersbourg et Moscou pour ovationner sans rire le nouveau chantre de la démocratie, fût-ce sur une montagne de cadavres Tchétchènes. Cette image d'une Russie irrévocablement engagée dans le bon chemin n'est en rien conforme à la réalité. Le récent soulèvement ukrainien devrait mettre la puce à l'oreille des malentendants. Face à la « révolution orange », Poutine n'a contrôlé ni la situation ni sa langue. Il est intervenu sans pudeur dans les affaires d'un État dont il avait oublié l'indépendance. Ses Alliés – les mafias locales – gouvernaient par le mensonge d'État et le bourrage des urnes, quitte à liquider si nécessaire journalistes et opposants au couteau et au poison.

L'occupant du Kremlin ne fait pas mystère de sa volonté de rétablir l'Empire russe, sa « zone d'influence », au moins dans la

dimension d'un « bloc slave ». Il n'a pas davantage dissimulé son mépris pour les règles élémentaires de l'équité électorale. Et il vomit l'universalité des droits de l'homme (qui s'en réclame coiffe, selon ce grand démocrate, un « casque colonial »). Pris au dépourvu par la résistance ukrainienne, il a fustigé à la soviétique le « complot » atlantiste. Faut-il prendre ses soudaines foudres anti-américaines et anti-européennes au pied de la lettre ? Pas plus que ses antérieures professions de foi « libérales ». Poutine appartient à une nomenklatura qui, après soixante-dix ans de communisme et dix ans de pillages post-communistes, ne croit plus en rien : ses hommes d'appareil se soucient peu de vérité ; pour eux, les mots sont ployables à merci. Il ne s'agit pas de convaincre mais de vaincre, et tous les moyens sont bons pour conserver leur pouvoir et, si possible, l'étendre. Et chaque échec d'être imputé à la malveillance d'en face, plutôt qu'à leur propre aveuglement.

Le président russe vient de dénoncer la « révolution permanente » qui a déboulonné le despotisme de Milosevic à Belgrade, puis les démocraties fantoches post-soviétiques de Géorgie et d'Ukraine. Il désigne ainsi un phénomène de très longue durée qui a commencé avec la dissidence des années 1960 et s'est poursuivi avec le printemps de Prague en 1968, le combat de Solidarnosc des années 1980, la chute du Mur de Berlin et la lente et douloureuse démocratisation de l'Europe centrale. On comprend que le Kremlin n'apprécie guère ces successives révolutions de la liberté. Plus étranges sont les surprises à répétition de l'Union européenne, laquelle s'obstine à occulter un mouvement antitotalitaire qui bouleverse le continent européen depuis bientôt un demi-siècle. C'est ce mouvement que Poutine, dans son vocabulaire KGBiste, critique sous l'expression « révolution permanente ».

**G.A.** Cette « cour à la Russie » est effectivement étonnante. Économiquement, ce pays n'est pas à la pointe du progrès ; plus généralement, ce n'est plus un pays très puissant. Certes, la Russie possède encore une grande capacité militaire, mais il s'agit tout de même d'un État civilisé qui ne se permettra jamais de déclencher une guerre nucléaire. Dès lors, comment expliquezvous le consensus Occidental à son sujet ?

**A.G.** La Russie n'est pas l'URSS, mais elle demeure une grande puissance. Économiquement, elle ne prétend plus « rattraper et dépasser les États-Unis ». La seule utopie que Poutine fait miroiter aux Russes est de rattraper le niveau actuel du Portugal... dans quinze ans. Idéologiquement, elle a perdu son aura et n'incarne plus l'« avenir radieux ». Pourtant, le G7 coopte Poutine, au point de devenir, en son honneur, G8. Preuve qu'aujourd'hui la force ne se résume pas aux performances économiques et au rayonnement « spirituel ». Il est temps de repenser ce qu'on appelle « force » et « rapports de force ».

**G.A.** Pensez-vous que la Russie a sa place au G8 ?

**A.G.** Oui. La Russie doit y être incluse, car elle incarne triplement un fantastique pouvoir de nuisance mondiale. *Primo*, elle possède le deuxième arsenal nucléaire du monde. Poutine l'a rappelé le 16 novembre 2004 en affirmant qu'il était en train de fabriquer des armes nucléaires irrésistibles, à portée universelle, des armes qu'aucun bouclier anti-nucléaire au monde ne saurait arrêter. Et personne ne remet cette possibilité en question. Les États-Unis eux-mêmes n'ont jamais cru que leur bouclier anti-missile pourrait mettre leur territoire à l'abri d'une attaque russe. Ce bouclier a été conçu pour protéger l'Amérique contre des puissances nucléaires bien moins importantes. Pourquoi Poutine

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

pourtant dans les propos prêtés à Condoleezza Rice lors la crise Irakienne : « Il faut punir la France, ignorer l'Allemagne et pardonner à la Russie. » Mentalité de guerre froide ! Pareille vision surannée ne tient pas compte des nouvelles « structures de haine » qui existent dans le monde entier et sur lesquelles un condominium Washington-Moscou n'aurait guère de prise.

**G.A.** *Quelle place les terroristes – ces « nouvelles structures de haine » auxquelles vous faites allusion – occupent-ils dans les relations internationales ?*

**A.G.** La capacité qu'a ce terrorisme d'un genre nouveau à mobiliser des haines mondiales est devenue une question absolument essentielle. Nous sommes passés de l'âge de la bombe H et de la dissuasion à deux superpuissances (plus cinq autres puissances nucléaires, plus ou moins subordonnées aux deux super-grands) à l'âge des bombes humaines, lesquelles, disposant de moyens techniquement beaucoup moins sophistiqués, sont capables de produire des effets comparables. Car détruire les tours de Manhattan ou frapper le Pentagone, c'est détenir un pouvoir analogue à celui d'une arme nucléaire. Si l'on atteint le Pentagone, on peut aussi toucher une centrale nucléaire ou une raffinerie pétrolière et, avec d'autres moyens (par exemple, avec des armes chimiques ou biologiques), tuer un très grand nombre de civils.

Le terrorisme a succédé à l'époque nucléaire dans un double sens : à la fois comme capacité technique de dévastation et comme volonté d'annihilation. Une volonté qui rappelle plus Auschwitz que Hiroshima, car elle sacrifie au souhait de tuer n'importe qui, n'importe comment, sur un périmètre donné, sans poser de question. Comme l'a dit un responsable SS d'Auschwitz

à Primo Levi : « Ici, il n'y a pas de pourquoi. » Les bombes humaines affichent leur volonté de tuer délibérément des innocents comme tels. L'espoir d'en venir à bout par une simple alliance entre États – américain, russe, chinois, etc. – est un projet anachronique. La maîtrise de la haine suppose beaucoup plus qu'une simple dissuasion nucléaire. Elle nécessite, comme le dit d'ailleurs le rapport sur le 11 septembre 2001 du Congrès américain : premièrement, une lutte à très long terme, pour une ou deux générations ; deuxièmement une bataille d'idées, pas seulement militaire ou policière.

**G.A.** *Pourriez-vous préciser votre pensée ?*

**A.G.** Ce que l'on n'a pas bien compris, c'est que nous sommes confrontés à un nouveau type de terrorisme qui transgresse les frontières géographiques, morales, religieuses ou géopolitiques. L'introduction d'armes de dévastation nouvelles – bombes humaines, attentats suicides, etc. – change la donne. Auparavant, la victoire se marquait par la prise d'un territoire après une bataille militaire (Diên Biên Phu en 1954, Saïgon en 1975) ou diplomatique (indépendance de l'Algérie en 1962). Nous étions dans la règle de l'état de guerre qui mesure les forces morales et physiques de chaque adversaire au moyen de ces dernières (la formule est de Clausewitz). La règle du jeu de l'état de haine inverse les facteurs. Nous mesurons désormais les forces morales et physiques au moyen des premières. La bataille décisive ne se joue plus sur le terrain mais dans les têtes. Le terroriste gagne en faisant régner la peur ; l'intervention antiterroriste ne se termine pas avec l'occupation du territoire, mais seulement au moment où les populations concernées parviennent à surmonter leur effroi ; lorsque, malgré l'interdit terroriste et les menaces de mort, elles osent organiser des

élections ouvertes et disputées. L'Afghanistan progresse dans cette voie. Et j'espère que l'Irak fera bientôt de même.

Soufflant le chaud et le froid, jouant sur tous les tableaux au gré de leurs intérêts immédiats, tour à tour pro et anti-Américains, appelant à la croisade contre un islam qu'ils arment sous prétexte d'anti-impérialisme, Poutine et les siens entrelacent sans vergogne les haines disparates qui électrisent la planète terroriste.

**G.A.** *En guise de conclusion, comment définiriez-vous le régime de Vladimir Poutine ?*

**A.G.** Comme un régime voué à la volonté de moderniser sans civiliser et qui échoue à moderniser. Du communisme il a perdu l'idéologie mais il a gardé une partie de ses méthodes nihilistes. La Russie ne parvient pas à développer une économie performante. Son économie ressemble aujourd'hui, toutes proportions gardées, à celle de l'Arabie saoudite. Comme cette dernière, l'État russe fait reposer sa richesse sur le monopole de l'extraction et de la vente des matières premières, essentiellement énergétiques. C'est surtout pour garder ce monopole que Poutine a éliminé quelques *businessmen* « électrons libres », comme Mikhaïl Khodorkovski, qui auraient pu peser sur les choix politiques de la Russie. La rente pétrolière est essentielle pour la préservation du régime car elle permet non seulement de payer les appareils de la répression, comme l'armée et la police, mais aussi d'assurer la relative prospérité des grandes villes russes qui servent de base électorale à Poutine.

Cette économie extrêmement parasitaire nourrit, tant bien que mal, un tiers de la population ; mais la majorité des citoyens ne

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

prix Nobel de la paix, au sujet d'Israël et des Palestiniens. Premièrement, après la Shoah, le peuple juif a droit à son État, à une existence dans des frontières sûres. C'est une obligation de la communauté internationale que de veiller à la réalisation de ce droit. Deuxièmement, le problème palestinien aurait pu être résolu depuis longtemps s'il n'avait pas été instrumentalisé par les pays Arabes et l'URSS. Andreï Sakharov, que je cite très près du texte, affirmait, dans les années 1970, qu'avec les moyens qui avaient été investis en Palestine et dans l'OLP on aurait pu installer les Palestiniens dans des pays Arabes et leur créer un avenir confortable. À la place, on leur assigna le rôle d'otages de la politique soviétique et arabe. Aujourd'hui, on récolte les fruits amers de cette politique.

**G.A.** *Il est logique de parler du génocide arménien après avoir mentionné la Shoah. Quelle est votre réaction à l'adoption récente, en première lecture, par l'Assemblée nationale d'un projet de loi qui instaure une peine de prison et une amende pour la négation du génocide arménien ?*

**E.B.** Je ne peux pas vous donner une évaluation juridique de ce texte. Mais il me semble que si l'on a reconnu la responsabilité pour le négationnisme à l'égard de la Shoah, il n'y a aucune raison de ne pas adopter la même responsabilité vis-à-vis d'autres génocides. Depuis Nuremberg, tous les génocides doivent être traités de la même manière.

**G.A.** *À vrai dire, je le pense également. Mais j'ai été très étonnée de voir qu'en France beaucoup de personnalités ont adopté la même position que les autorités turques : cette loi, si elle est approuvée par le Sénat (ce qui sûrement ne sera pas le cas), violerait la liberté de la parole. J'y vois exactement le*

*même argument qu'avait avancé Mahmoud Ahmadinedjad, lorsqu'il a fait monter à Téhéran une exposition internationale de caricatures sur l'Holocauste.*

**E.B.** Absolument. On est bien obligé de mettre certaines limites à l'expression libre dans des cas particuliers, comme la pornographie infantine ou la propagande de la haine raciale. Car on l'a bien vu : des appels publics aux meurtres interprétés comme l'expression libre ont eu pour effet des explosions tout à fait réelles à Londres ou à Madrid.

J'aimerais ajouter encore une chose. Depuis atatürk, la Turquie s'est mise à se moderniser, elle veut entrer en europe. Pourquoi ne reconnaît-elle pas le génocide perpétré à l'époque de l'Empire ottoman ? À mon sens, cette négation nuit à la crédibilité de ses efforts.

**G.A.** *La négation du génocide est-elle une raison sérieuse pour ne pas intégrer la Turquie au sein de l'Union européenne ?*

**E.B.** Sans la moindre hésitation, oui.

**G.A.** *Vous avez soutenu l'intervention militaire en Irak, pour des raisons qui relèvent des droits de l'homme : Saddam Hussein était un dirigeant criminel qui a causé deux guerres, qui est tenu pour responsable d'un ethnocide Kurde et de meurtres de dizaines de milliers d'opposants. Mais la situation a dégénéré, et l'Irak est plongé dans un climat de violence sans précédent. Rétroactivement, que pensez-vous de cette guerre ?*

**E.B.** Je salue la destitution de Saddam Hussein. Mais par la suite, la coalition a commis de graves erreurs. J'exprimerai un

jugement hérétique. Il me semble qu'après avoir proclamé la démocratisation de l'Irak on ne pouvait passer sous silence le problème Kurde. 30 millions de Kurdes qui, pour des raisons historiques, n'ont pas été réunis au sein des mêmes frontières, ont droit à un État, cela paraît évident. Les *think tanks* Américains ou britanniques n'ont pas réfléchi jusqu'au bout : est-ce que l'Irak, dans sa composition actuelle, peut être démocratique ?

**G.A.** *Vous considérez qu'il fallait réaliser un partage de l'Irak en trois grandes entités : Kurdes, chiites, sunnites ?*

**E.B.** C'est la même situation qu'en ex-Yougoslavie où les républiques ont été maintenues ensemble de force sous Tito. Le pays a éclaté dès que la pression centralisatrice a diminué. Mais la leçon yougoslave n'a pas été bien assimilée. L'abolition d'un régime dictatorial dans un pays multinational peut facilement provoquer une flambée de violence, voire une guerre civile. Je regrette qu'en Irak les Américains n'aient pas soutenu les Kurdes à cause d'une « relation privilégiée » avec la Turquie. Or, la Turquie aurait de toute façon gardé ses aspirations Occidentales, même si l'on avait assisté à un refroidissement momentané de ses relations avec les États-Unis et l'Europe.

**G.A.** *En clair, les troupes américaines et britanniques doiventelles rester ou partir ?*

**E.B.** L'Administration américaine aurait pu s'entendre avec la direction de la région autonome Kurde et y installer des bases militaires. Mais pour le reste, l'Irak a eu des élections démocratiques et a maintenant un gouvernement légitime. Que ce gouvernement organise un référendum sur la présence des

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

limitations imposées à leur inscription à l'université ont été levées, leur proportion a significativement augmenté parmi les étudiants, au point qu'ils ont rapidement représenté 15 % des étudiants du pays. Pendant toute la période soviétique, près de 15 % des chercheurs russes étaient des Juifs. Il est vrai que les Juifs ne se sont jamais distingués dans l'agriculture, mais chacun sait à quoi cela est dû. En revanche, avant la révolution et pendant la guerre civile, ils ont été nombreux à fuir les petites villes et les villages à cause des pogroms, ce qui explique leur présence en masse dans les grandes villes, où ils se sont montrés très actifs socialement. Mais Soljenitsyne évoque un élément supplémentaire. À la fin des années 1920 et au début des années 1930, au moment des persécutions contre les petits commerçants et fabricants qui avaient prospéré pendant les quelques années que dura la nouvelle politique économique (la NEP), au moins 90 % des victimes de ces persécutions étaient des Juifs. Bref, dès lors que la catégorie concernée était la classe urbaine moyenne et supérieure, les Juifs étaient nombreux à la fois parmi les persécuteurs et parmi les persécutés. C'est un fait sociologique. J'aimerais que ceux qui s'appuient sur Soljenitsyne pour attribuer la responsabilité de la révolution et de la terreur aux Juifs le comprennent.

*G.A. Pourtant, en lisant Soljenitsyne, on éprouve une sorte de malaise car il met sur le même plan les peuples russe et juif, comme s'ils étaient des partenaires égaux. Cela me rappelle un aphorisme que m'a confié un jour un vieux rabbin : « Ce sont les Trotski qui font les révolutions, mais ce sont toujours les Bronstein<sup>104</sup> qui paient les pots cassés. » Voilà une remarque pleine de sagacité. En effet, les Juifs qui ont fait la révolution n'agissaient nullement en qualité de Juifs. Au contraire, ils rejetaient leur judaïté. Dès lors, est-il juste de parler de ces*

## *Juifs russes comme de représentants du peuple juif ?*

**A.G.** Vous avez entièrement raison. La notion de « peuple juif » qu'emploie Soljenitsyne est problématique. Il raisonne en termes de peuples et de nations, mais ces notions ont été introduites par les romantiques Allemands. Il aurait été très compliqué d'expliquer aux Grecs de l'époque de Platon ou d'Aristote, divisés en cités indépendantes, qu'ils sont tous membres d'un même peuple ou d'une même nation. La responsabilité collective pour telle ou telle action de telle ou telle ville n'était pas du tout partagée par les habitants des autres cités. Une seule fois, les habitants de nombreuses villes grecques se sont unis, contre les Perses. Et encore, certaines villes ne se sont pas jointes à cette coalition, car elles étaient les alliées des Perses... Je pense que, même aujourd'hui, les notions de « peuple » ou de « nation » ne conviennent pas vraiment pour décrire la réalité européenne dès lors que l'on quitte des grands pays comme la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou l'Espagne. Ces concepts posent déjà problème quand il s'agit de l'Italie, sans même parler des Balkans.

Pour ce qui concerne les Juifs en tant que tels, il est assez compliqué de les définir comme un peuple. Certes, c'est un peuple aussi ancien, voire plus ancien que les Grecs. Mais croire que ce peuple possède une unité politique ou idéologique en vertu de laquelle il pourrait porter une sorte de responsabilité collective pour les actions de ses membres, c'est une vision romantique qui date du XIX<sup>e</sup> siècle. Il n'en est que plus étonnant de voir que Soljenitsyne devient sioniste précisément en vertu de sa vision romantique du peuple et de la nation, tandis que, chez les Juifs, le sionisme a largement perdu de sa popularité.

Il convient de se demander s'il existe un peuple juif qui aurait, en tant que tel, conduit un programme politique donné, qui aurait participé à la révolution et en porterait la responsabilité. Quand on lit attentivement Soljenitsyne, on trouve chez lui des documents qui démontrent exactement le contraire. Premièrement, la majorité des Juifs de l'Empire russe n'avait aucun goût pour la révolution. Lors des premières élections à l'assemblée constituante, la plupart des Juifs ont voté soit pour des partis juifs religieux, soit pour des partis sionistes, et certainement pas pour des formations révolutionnaires, encore moins pour les bolcheviks. Bref, les masses juives n'étaient absolument pas attirées par la révolution. Et même parmi les élites juives, les révolutionnaires ne représentaient qu'une petite minorité. Dès lors, comment peut-on demander aux Juifs de répondre des actes de cette minorité ? Bien entendu, parmi les jeunes Juifs, comme parmi les jeunes Russes, il y avait des jeunes gens déséquilibrés, qui avaient perdu leurs repères après la Première Guerre mondiale et qui se prenaient pour des apaches. Ils ont profité de la situation pour acquérir du pouvoir, de l'argent, des logements, etc. Mais est-ce qu'ils représentaient de quelque manière que ce soit la population juive de la Russie ? C'est plus que douteux ! Arrivés au pouvoir, ces mêmes individus se sont mis à persécuter et à terroriser la population juive – d'ailleurs, Soljenitsyne le souligne. Ainsi, on ne peut en aucun cas considérer que les masses juives ont pris une part active dans la révolution. Certains jeunes Juifs ayant perdu leurs racines, et certains intellectuels, étaient effectivement des révolutionnaires. Mais ces gens-là doivent plutôt être considérés comme des *apikoires*<sup>105</sup> que comme des Juifs, à l'image de l'aphorisme du rabbin que vous venez de citer.

En devenant des Trotski, les Bronstein n'ont pas seulement

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

même les plus grands professionnels s'embourberaient, bref, tout cela – en commençant par les arrestations et en terminant par les procès – a totalement déshonoré le pays.

On a l'impression que la justice contemporaine essaie d'égaliser, sinon par le caractère de masse, en tout cas par le mensonge, l'insulte à la justice qu'ont incarnée par le passé Vychinski et les troïkas qui produisaient des condamnations à la chaîne aux temps maudits du stalinisme<sup>111</sup>.

Si le pouvoir – ce fameux « tandem » – ne trouve pas la force de reconnaître la vérité, comme l'avait fait Khrouchtchev dans son rapport au XX<sup>e</sup> congrès du Parti communiste, alors il prendra place non pas dans l'histoire russe, mais dans les poubelles de l'Histoire.

On peut me répondre que Khrouchtchev, qui permit à des centaines de milliers de personnes d'être réhabilitées avec la formule standard : « L'affaire est classée suite à l'absence du crime. Vous êtes entièrement réhabilité », a fini par perdre le pouvoir. Oui, il a perdu le pouvoir, mais il a gagné la dignité humaine. Qu'est-ce qui est plus précieux ?

## **En guise de conclusion : hommages à Elena Bonner**

### **ELENA BONNER AVAIT UNE VISION POLITIQUE**

*Par Sergueï Kovalev*

Le décès d'Elena Bonner met le point final à une vie riche, flamboyante, remplie d'événements. Cette vie fut aussi très heureuse, ce qui adoucit la douleur de notre perte. Nous sommes tous mortels. Il est miraculeux qu'Elena Gueorguievna, malgré sa santé si fragile, ait pu vivre aussi longtemps. Ces dernières années, elle était gravement malade et s'est trouvée à maintes reprises dans un état critique, sauvée à chaque fois *in extremis* par les médecins. Et pourtant, jusqu'à son dernier souffle ou presque, elle a mené une vie active dont témoignent ses nombreuses publications.

Elle était d'une nature passionnée, et ce tempérament se manifestait dans ses relations avec les gens qu'elle aimait et avec ceux qui l'avaient en grippe. Personnellement, je n'étais pas toujours d'accord avec ses avis politiques et personnels. Elena Gueorguievna était une femme au jugement catégorique et, parfois, cette approche intransigeante ne prenait pas en compte toute la complexité de tel ou tel événement. En tout cas, ses jugements étaient toujours pointus et francs.

Le rôle principal d'Elena Gueorguievna dans la vie aura été son lien indissoluble avec Andreï Dmitrievitch Sakharov. À ce sujet circulent beaucoup de potins absolument faux et injustes. Des mauvaises langues affirment qu'elle fut le mauvais génie du remarquable physicien, qu'elle le menait à la baguette et l'entraînait dans des affaires qui lui étaient étrangères. Mais tous ceux qui ont connu Sakharov savent pertinemment qu'il était impossible de le diriger. On pouvait le convaincre de changer d'avis, en argumentant, mais on ne pouvait aucunement le manipuler, il prenait toujours ses décisions lui-même. Elena Gueorguievna m'a dit plus d'une fois qu'il était impensable d'imposer quoi que ce fût à Sakharov et, d'ailleurs, elle n'a

jamais tenté de le faire. La réalité, c'est que son aide fidèle et pleine de ressources a été très importante pour Sakharov.

Elle disait souvent que tout le monde la connaissait en tant qu'épouse de l'académicien Sakharov, mais qu'elle avait sa propre personnalité. En effet, elle avait sa propre importance. C'est vrai. Par exemple, c'est elle qui joua le rôle principal pendant le procès d'Edouard Kouznetsov et qui transmit son journal à l'étranger. Et pour ce qui concerne les contacts d'Andrei Dmitrievitch avec les journalistes étrangers, il y eut des périodes dans leur vie, notamment pendant leur exil à Gorki, où personne d'autre qu'elle ne pouvait assurer ces contacts, et elle le faisait avec courage. C'était une femme intrépide.

Dans les années 1960, je connaissais déjà Elena Bonner, mais de façon plutôt superficielle. Notre rapprochement date du même moment que sa rencontre avec Andreï Dmitrievitch. Cela s'est passé en 1970, à Kalouga, lors du procès de deux dissidents, Revolt Pimenov et Boris Vaïl. On les jugeait pour la diffusion de textes publiés en samizdat. Pour cette époque, ce fut un procès politique typique, mais comme Pimenov et Vaïl avaient déjà été emprisonnés par le passé pour des motifs politiques, l'affaire fit des remous parmi les dissidents. Plusieurs d'entre eux arrivèrent au procès de Moscou et de Leningrad. Cependant, aucun de nous, à l'exception de l'académicien Sakharov, ne fut autorisé à pénétrer dans la salle d'audience. Nous nous attroupâmes dans le vestibule du tribunal et dans la rue. Lorsque le verdict fut prononcé, Andreï Dmitrievitch sortit précipitamment de la salle d'audience, nous fit sèchement ses adieux et partit à la gare, ce qui nous sembla bizarre.

Bientôt, un officier s'approcha de moi et me demanda de le

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

74. Directeur de l'institut de l'énergie nucléaire de 1943 à 1960 où étaient concentrés les travaux de recherche du nucléaire militaire et civil.
75. C'est ainsi que ses proches appelaient Elena Bonner, née Loussik Alikhanian.
76. Organisation révolutionnaire créée en 1879, qui avait pour objectif de forcer le gouvernement Tsariste à conduire des réformes et pratiquait la terreur contre les dignitaires du régime. Alexandre II fut assassiné par un membre de cette organisation.
77. Cette journaliste, qui dénonçait systématiquement les crimes de guerre en Tchétchénie et critiquait sévèrement le régime de Poutine, fut assassinée en octobre 2006.
78. Abréviation pour désigner un prisonnier du Goulag.
79. Mahathir ibn mohamad, Premier ministre de Malaisie (1981-2003). À la fin de son mandat, il fit un discours enflammé à l'organisation de la conférence islamique à Putrajaya, où il accusa les Juifs de dominer le monde « par procuration ».
80. Discours prononcé par l'ex-Premier ministre britannique Winston Churchill le 5 mars 1946 aux États-Unis sur la nécessité d'une alliance entre Britanniques et Américains pour contrer l'expansionnisme soviétique.
81. Le pogrom à caractère ethnique dans la ville de Soumgait en Azerbaïdjan eut lieu en février 1988. Plusieurs dizaines de personnes furent tuées et blessées, en majorité des Arméniens.
82. Sergueï netchaïev (1847-1882). Théoricien et praticien du terrorisme russe, nihiliste.
83. Les accords d'Oslo (1993) signés par Israël et l'autorité palestinienne posèrent les premiers jalons d'une résolution du conflit israélo-palestinien.
84. Troubles violents à Los Angeles initiés par la communauté noire, du 29 avril au 4 mai 1992 : 53 personnes périrent, et le dommage se chiffra à un milliard de dollars.
85. Il s'agit du roman de Daniel Tchoukatzé publié pour la première fois en

1858.

86. Affaire fabriquée par le KGB contre un groupe d'éminents médecins soviétiques, juifs pour la plupart, accusés de causer délibérément la mort de leurs patients appartenant aux cercles dirigeants du pouvoir. Le procès n'eut jamais lieu, à cause de la mort de Staline en mars 1953. Un mois plus tard, les accusés furent blanchis et libérés. Les accusations publiques de ces médecins « sionistes » à la solde de la juiverie internationale provoquèrent un pic d'antisémitisme en URSS.

87. La campagne antisémite débuta en catimini en 1947, prit de l'ampleur en 1948 et atteignit son apogée avec l'affaire des « blouses blanches », en 1952-1953. Les Juifs étaient accusés de « cosmopolitisme », ce qui impliquait leur manque de patriotisme à l'égard de leur patrie soviétique, voire des contacts préjudiciables avec l'étranger « impérialiste » et « sioniste ». Pendant ces années, les Juifs étaient, en masse, virés de leurs postes et empêchés de faire des études supérieures, en particulier dans des universités et grandes écoles de prestige.

88. Organisation terroriste palestinienne particulièrement active dans la première moitié des années 1970, qui menait ses actions hors du Proche-Orient. « septembre noir » possédait un haut niveau de discipline, de conspiration et de professionnalisme. Sa plus « célèbre » opération fut l'enlèvement et le meurtre de onze athlètes israéliens lors des jeux olympiques de Munich (1972).

89. L'Université d'amitié des peuples Patrice Lumumba fut créée à Moscou, en 1961, pour former des cadres d'orientation « démocratique » et procommuniste pour les pays en voie de développement. Cette université existe à ce jour.

90. Les instructions secrètes enjoignaient aux directeurs des établissements d'études supérieures de limiter au maximum l'admission des Juifs. Certains secteurs leur étaient complètement fermés. Adoptées dans les dernières années de l'époque stalinienne, ces règles restèrent en vigueur jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev.

91. Secrétaire général de l'ONU de 1992 à 1996.

92. Appellation commune de divers mouvements d'extrême droite devenus

fébrilement actifs en guise de réaction à la première révolution russe de 1905-1907. Prônant l'antisémitisme, ils étaient organisateurs de très nombreux pogroms.

93. Slogan de manifestants à Durban, en Afrique du sud, en marge de la conférence de l'ONU contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance (2001) où Israël fut mis au ban des nations.

94. En juillet 1995, l'armée de serbes bosniaques sous le commandement du général Ratko Mladic occupa Srebrenica (ville à majorité musulmane en Bosnie) et y perpétra un massacre de 8 000 hommes et garçons musulmans. 30 000 femmes et jeunes enfants furent déportés de la ville.

95. Physicien américain, spécialiste en contrôle d'armements nucléaires. La lettre date de 1983.

96. Commandant de la 58<sup>e</sup> armée russe, force de combat principale dans la deuxième guerre de Tchétchénie.

97. Natan Chhtcharanski, ancien dissident et refuznik, fut condamné en 1977 à treize ans de réclusion pour « haute trahison ». En 1986, il fut échangé contre un espion soviétique. En Israël, il occupa des postes ministériels.

98. Les accords signés en août 1975 à Helsinki par trente-cinq États dont l'URSS et les États-Unis. Les pays signataires acceptèrent les principes suivants : non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États, droit à l'autodétermination des peuples (qui choisissent leur régime politique), inviolabilité des frontières issues de la Seconde Guerre mondiale et garantie de la défense des droits de l'homme (libre circulation, liberté de presse, etc.).

99. Ahmad shah massoud (1953-2001), commandant de l'alliance du nord afghane et chef de l'armée islamique, une armée qui combattit l'occupation Soviétique puis le régime des talibans.

100. La militante des droits de l'homme Natalia Estemirova fut assassinée en juillet 2009 en Tchétchénie. Ses agresseurs n'ont pas été retrouvés.

101. Entretien publié dans *Politique internationale*, n° 106, 2005.

102. Entretien publié dans *Le Meilleur des mondes*, n° 3, 2007.

103. Publié dans *Le Meilleur des mondes*, n° 9, 2008.
104. Bronstein était le vrai nom de Trotski.
105. En yiddish, des « apostates ».
106. Un exil partagé, seuil, 1986, et De mères en filles : Un siècle russe, Gallimard, 2002.
107. Il s'agit de la reconnaissance, par la Russie, de l'indépendance autoproclamée de deux régions de la Géorgie, après la guerre russo-géorgienne de 2008. Seuls le Nicaragua, le Venezuela, le Vanuatu et Nauru ont suivi l'exemple russe.
108. Fin 2010, la population d'Israël comptait 7 700 000 habitants, dont 5 806 000 Juifs et 1 571 000 Palestiniens.
109. Au moment de la parution de ce livre, Guilad Shalit reste toujours prisonnier à Gaza. La France fait des efforts pour obtenir sa libération.
110. Publié le 21 mai 2010 sur le site *www.grani.ru* dont Elena Bonner fut une auteure régulière.
111. Le juriste Andreï Vychinski fut le procureur de l'URSS de 1935 à 1939. Il joua un rôle sinistre lors des principaux procès politiques de cette période.
112. Publié dans *Libération* le 16 juillet 2011.